

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 1er octobre 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**POMLY**

29 AVENUE CYPRIEN FAURIE  
19100 Brive-La-Gaillarde

**Références : 2025-10-01 UiD192025-0093r georisques**

Code AIOT : 0100004169

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement POMLY implanté 29 AVENUE CYPRIEN FAURIE 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été ciblée sur la thématique des rejets aqueux de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POMLY
- 29 AVENUE CYPRIEN FAURIE 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0100004169
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POMLY est spécialisée dans la transformation de cacahuète en pâtes à tartiner. Elle appartient au groupe ANDROS.

L'installation est classée au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- sous la rubrique 2220 - Préparation de produits alimentaires d'origine végétale, relevant du régime de la déclaration ;
- sous la rubrique 2910 - Combustion, également relevant du régime de la déclaration.

À ce jour, les prescriptions applicables à l'installation sont notamment celles :

- de l'arrêté ministériel du 17 juin 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2220 ;
- et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 3.2	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 3.4	Sans objet
4	EAU - Prélèvements	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.1	Sans objet
5	EAU - Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.3	Sans objet
6	EAU - Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.5	Sans objet
7	EAU -Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.7	Sans objet
8	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 2.10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'augmentation de la production, l'installation relevant de la rubrique 2220 est désormais soumise au régime de l'enregistrement, alors qu'elle était précédemment classée au régime de la déclaration. Conformément à cette évolution, l'exploitant a déposé un dossier d'enregistrement. L'exploitant doit fournir les éléments complémentaires nécessaires à la complétude du dossier (cf courrier préfectoral du 22 juillet 2025). L'instruction pourra alors se poursuivre et aboutir à un arrêté préfectoral d'enregistrement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> Une clôture est présente tout autour de l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Un portique magnétique est également installé à l'entrée du site, permettant de sécuriser les accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> L'installation, anciennement une entreprise de transformation de canards, a été entièrement réhabilitée par l'exploitant en 2023. Les locaux sont récents, maintenus propres et régulièrement nettoyés. À l'extérieur, la présence d'appâts pour rongeurs a été observée au niveau de plusieurs portes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. En application de l'article R. 512-58 du code de l'environnement, ce point ne s'applique pas aux installations fonctionnant pendant une durée maximale de quatre-vingt-dix jours consécutifs en un an. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>NB : En application de l'article R. 512-58 du code de l'environnement, le point 1.1.2 de l'annexe I relatif aux contrôles périodiques ne s'applique pas aux installations fonctionnant pendant une durée maximale de quatre-vingt-dix jours consécutifs en un an.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport de conformité n°100179956-001-1, réalisé le 16/07/2024 par l'APAVE. Ce rapport a évalué la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel de prescriptions générales de la rubrique 2220.</p> <p>L'APAVE a toutefois signalé une erreur dans la déclaration ICPE : lors de la démarche en ligne, l'exploitant a déclaré la rubrique 2220.1 B, laquelle n'est pas soumise à contrôle périodique. Or, l'activité relève en réalité de la rubrique 2220.2 B, l'installation fonctionnant plus de 90 jours par an. Cette erreur constitue une non-conformité.</p> <p>Le rapport de conformité fait également état des non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la capacité de production du site excède le seuil de la déclaration,</li><li>• les volumes de liquides stockés dépassent la capacité maximale des cuvettes de rétention,</li><li>• absence de dispositif d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.</li></ul> <p>Aucune information n'a été transmise au Préfet à ce sujet. Néanmoins, l'exploitant a engagé des mesures correctives. Il a confié à l'APAVE la réalisation d'un dossier d'enregistrement, déposé sur la plateforme en ligne le 08/07/2025 sous la référence C-250708-002752-672-001. Des demandes de compléments ont été formulées par l'Inspection.</p> <p>Lors de la visite, il a été vérifié que les volumes stockés étaient désormais conformes à la capacité des cuvettes de rétention. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué disposer des crédits nécessaires à la réalisation des casiers d'isolement des eaux de ruissellement. Le calendrier a été révisé : les travaux sont désormais prévus pour fin 2025, avec une mise en service du dispositif en mars 2026 (contre un achèvement initialement annoncé pour le 1er semestre 2028).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre, avec l'appui de son bureau d'études, les éléments manquants nécessaires à la complétude de son dossier d'enregistrement (cf. courrier préfectoral du 22 juillet 2025). Les informations relatives au dispositif de récupération des eaux doivent notamment inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les documents techniques descriptifs,</li><li>- l'échéancier de réalisation des travaux,</li><li>- la procédure d'isolement des réseaux,</li><li>- et le calcul du volume nécessaire (D9).</li></ul> <p>L'exploitant est également invité à tenir régulièrement informée l'Inspection de l'avancement des différentes étapes de la mise en œuvre du dispositif de récupération des eaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : EAU - Prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. [...]
<b>Constats :</b> Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable est équipé d'un clapet anti-retour, garantissant la protection du réseau contre tout reflux. Le site ne réalise aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : EAU - Réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
<b>Constats :</b> L'installation dispose de réseaux d'eaux séparatifs, distinguant notamment les eaux résiduaires et les eaux pluviales non polluées. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un plan actualisé des réseaux de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : EAU - Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline). Température &lt; 30 °C.</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <p>Matières en suspension (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 600 mg/l (1) DCO (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 2 000 mg/l (1). DBO<sub>5</sub> (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 800 mg/l (1). [...]</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>(1) Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux usées de l'installation sont dirigées vers une station d'épuration collective. L'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyse des eaux résiduaires, réalisé le 16 juillet 2025. Dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant a déclaré un débit journalier maximal de 10 m<sup>3</sup>. L'examen des résultats du rapport sur la base du débit déclaré montre que la température de l'eau, la demande biologique en oxygène (DBO), la demande chimique en oxygène (DCO) ainsi que les matières en suspension (MES) respectent les valeurs réglementaires. L'exploitant réalise une surveillance de ses eaux résiduaires. Il a indiqué pendant l'inspection être en attente de la transmission par son laboratoire prestataire du rapport d'analyse annuel complet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra veiller à ce que le laboratoire mentionne le débit mesuré. Il transmettra également à l'Inspection le rapport d'analyse complet dès réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : EAU - Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le local de stockage des produits de nettoyage est équipé de dispositifs de rétention conformes. Un kit d'absorbant est présent sur site, permettant de gérer d'éventuels déversements accidentels. Par ailleurs, des GRV d'huile végétale sont également stockés sur rétention. Ces dispositions permettent de prévenir tout déversement accidentel vers les égouts publics .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/06/2005, article Annexe 1 art 2.10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le local de stockage des produits de nettoyage est équipé de dispositifs de rétention conformes. Les consignes relatives au nombre de bidons par rétention sont respectées. Les fiches de données de sécurité sont disponibles et un kit d'absorbant est présent sur site. Par ailleurs, des GRV d'huile végétale sont également stockés sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite